



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT ET ORGANISMES INTERNATIONAUX

(Direction du Trésor, 1961-1985)

Répertoire numérique détaillé

établi par Stéphanie AUMONT

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Banque africaine de développement (BAD) et Fonds africain de développement (FAD).....	6
Dossiers des organismes internationaux.....	7

Référence

B-0083547/1 - B-0083568/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Banque africaine de développement, fonds africain de développement et organismes internationaux.

Dates extrêmes

1961-1985

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau F3 (aide au développement)

Importance matérielle

22 boîtes, soit 2,77 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 26/03/1986 portant la référence PH 040/86.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises

publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Ubifrance, agence française de développement, etc.).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Classement thématique.

Présentation du contenu

Ce fonds se présente en deux parties. La première partie porte sur l'organisation financière et administrative de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement, les assemblées annuelles et les rapports sur la période de 1970 à 1985.

Elle comporte également des éléments de négociations portant sur l'entrée des pays non-régionaux. La seconde partie, porte sur les organismes internationaux et notamment les aides au développement.

La Banque africaine de développement, est une institution financière multinationale de développement, établie dans le but de contribuer au développement et au progrès social des États africains. Fondée en 1964, son siège se trouve à Abidjan (Côte-d'Ivoire). En plus de la banque africaine de développement, ce groupe comporte le Fonds africain de développement, créé en 1972, et le Fonds spécial du Nigeria, créé en 1976.

Le Fonds africain de développement est le guichet de prêt à taux concessionnels du groupe de la Banque africaine de développement. Il est administré par la Banque africaine de développement et est constitué d'États donateurs et de pays bénéficiaires. Il se fixe comme objectif de réduire la pauvreté dans les pays membres régionaux en fournissant des prêts et des dons.

Sources complémentaires

Autres archives de la direction du Trésor relatives aux questions économiques, financières et monétaires européennes conservées au SAEF :

B-0067915/12 : Banque africaine de développement (ex : Fonds africain de développement), adhésion de la France à l'accord portant création du Fonds africain de développement (1977-1986).

B-0073377/1 - B-0073378/1 : États d'Afrique subsaharienne, relations bilatérales (1985).

B-0077650/1- B-0077652/1 : relations avec la Banque ouest-africaine de développement (1986).

B-0077888/3 : Union douanière économique de l'Afrique centrale (1979-1988).

B-0057031/1 : Afrique occidentale française (AOF) et Afrique équatoriale française (AEF), affaires monétaires et financières (1934-1957).

B-0079574/1 – B-0079598/1 : Relations bilatérales avec des pays d'Afrique, zone franc, comité directeur du fonds d'aide et de coopération (FAC), accords de Lomé IV, Banque ouest africaine de développement (BOAD), Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), conférence des chefs d'État d'Afrique et de France, Fonds de solidarité africaine (FAS), Caisse française de développement (1975-1995).

B-0082995/1 – B-0083016/1 : relations bilatérales avec l'Afrique, questions bancaires, financières et monétaires, aide au développement (1980-1997).

Indexation

Relations internationales

Organisation internationale

Établissement de crédit

Aide au développement

Coopération

B-0083547/1 - B0083557/1

Banque africaine de développement (BAD) et Fonds africain de développement (FAD).

1961-1985

B-0083547/1

Organisation initiale. - Organisation financière : fiches, communiqués de presse, télégrammes, correspondance, tableaux, notes, (1962-1965, 1967, 1970-1973, 1975-1976); organisation administrative : fiches, curriculums vitae, comptes rendus, tableaux, correspondance, notes (1963-1965, 1967, 1971-1973, 1975-1976).

1962-1976

B-0083547/2 - B-0083552/1

Assemblées annuelles.

1975-1984

B-0083547/2

Kinshasa : compte rendu, correspondance.

1975-1976

B-0083547/3

Île-Maurice : notes, correspondance, télégramme, liste des participants.

1977

B-0083547/4

Libreville : télégramme, compte rendu, tableau, note, correspondance, fiche.

1978-1979

B-0083548/1

Abidjan : comptes rendus, note, résolutions adoptées par le conseil des gouverneurs, documentation, rapport, déclaration, discours, fiches, télégrammes, liste des participants.

1978-1980

B-0083549/1

Lomé : fiches, documentation, rapport programme, discours, ordre du jour, compte rendu, tableau, curriculum vitae, correspondance, notes, télégrammes, communiqués de presse.

1979-1981

B-0083550/1

Lusaka : télégramme, discours, liste des participants, rapport, documentation, ordre du jour, notes, déclarations.

1982

B-0083551/1

Nairobi : télégrammes, discours, correspondance, rapports, notes, fiches, ordre du jour, documentation, déclarations, tableaux, memorandum.

1982-1983

B-0083552/1

Tunis : comptes rendus, correspondance, télégrammes, projet de discours, memorandum, discours, fiches, rapport, lettre d'information, télécopie, notes.

1983-1984

B-0083553/1 - B-0083556/2

Négociations sur l'entrée des pays non-régionaux. - Procédure d'adhésion : correspondance, rapports, notes, ordre du jour, proposition de rédaction d'un règlement, avants-projets, documents de travail, travaux préparatoires, fiches, comptes rendus, télégrammes, procès-verbal, interventions, tableaux, projets d'amendements (dont amendements à l'accord portant création à la Banque africaine de développement), projet de protocole, note d'information, projet de loi.

1961-1984

B-0083553/1

1961-1965.

B-0083554/1

1964-1984.

B-0083555/1

1978-1979.

B-0083555/2

1979.

B-0083556/1

1979-1982.

B-0083556/2

1978-1983.

B-0083557/1 - B-0083557/2

Prêts de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain de développement (FAD).

1980-1985

B-0083557/1

Programme : memorandum, télégramme, rapport, tableaux.

1981-1984

B-0083557/2

Politique : memorandum, rapport, projet de résolution du conseil d'administration de 1982, fiche.

1980-1985

B-0083558/1 - B-0083559/1

Rapports annuels de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain de développement (FAD).

1970-1985

B-0083558/1

1969-1979.

B-0083558/2

1980-1985.

B-0083559/1

Rapports du groupe de la banque : rapports d'activité, memorandum.

1983-1984

B-0083560/1 - B-0083568/2

Dossiers des organismes internationaux.

1978-1985

B-0083560/1 - B-0083562/1

Aides.

1978-1985

B-0083560/1

Australie : memorandum (1982, 1985) ; Canada : memorandum, rapport, note, groupe de travail (1979-1984) ; Royaume-Uni : memorandum, rapport, note, groupe de travail (1979-1982, 1984) ; Nouvelle-Zélande : memorandum (1983, 1985) ; États-Unis : memorandum, fiche, rapport, notes, télégramme, tableaux (1978, 1980-1982).

1978-1985

B-0083561/1

Autriche : correspondance, memorandum (1982-1983, 1985) ; Suisse : memorandum, rapport, note (1978, 1980-1984) ; Suède : compte rendu, memorandum, rapports, groupe de travail (1978, 1980-1983) ; Norvège :

memorandum, rapport (1981-1983) ; Finlande : memorandum (1981-1983) ; Japon : rapports, memorandum, correspondance, tableau, fiches (1980-1983, 1985).

1978-1985

B-0083562/1

République Fédérale Allemande : memorandum, groupe de travail, rapport, fiches, note (1979-1984) ; Italie : memorandum (1980-1983) ; Belgique : memorandum (1981-1982, 1984) ; Pays-Bas : memorandum (1980-1983) ; Danemark : memorandum (1980, 1982-1984) ; Communautés européennes : memorandum, notes, rapports (1979-1982).

1979-1984

B-0083563/1

Fonds commun des produits de base : projet de conditions générales applicables aux accords relatifs aux dons, aux accords de prêt et aux accord de garantie, schéma d'un modèle d'accord d'association, notes, projets de règlements, ordre du jour, fiches, fiches manuscrites, groupe de travail, décision, rapports, accord portant création du fonds commun pour les produits de base, projet de loi, télégrammes, résolution, travaux préparatoires, correspondance.

1979-1982

B-0083564/1

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) VI : télégrammes, discours, notes, documentation, fiches, communiqué de presse, rapport, projet de résolution, projet d'instructions, projet de discours, calendrier, tableaux.

1981-1983

B-0083565/1

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) : notes, télégrammes, correspondance, ordre du jour, compte rendu, rapports, allocution, documentation, liste des participants, projet de rapport.

1980-1983

B-0083566/1 - B-0083567/1

Décisions politiques en matière d'aide publique au développement.

1978-1982

B-0083566/1

Comité interministériel sur l'aide : fiches, notes, tableaux, comptes rendus, correspondance, projet de relevé de décision, télégramme, memorandum, projet de communication, projet de communiqué.

1981-1982

B-0083567/1

Recyclage et plans financiers des pays en voie de développement : notes, fiches, télégrammes, correspondance, tableaux, rapport, documentation.

1978-1982

B-0083568/1

Conseil restreint sur l'aide au développement : fiches, notes, correspondance, documentation, textes officiels, télégrammes, rapport, projet de relevé de décisions, ordre du jour, compte rendu.

1981-1982

B-0083568/2

Plan intermédiaire et IX^{ème} plan : notes, fiches, document de travail, rapport, relevés de décisions, propositions d'amendements au rapport de la Commission des relations économiques, financières et culturelles, travaux interministériels, projet de rapport.

1980-1983